

(N° 167)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 FÉVRIER 1925.

**Proposition de loi relative aux traitements des membres
de la Cour des Comptes et du personnel des services de cette institution (1).**

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. PECHER.

MESSIEURS,

La Chambre exerçant, aux termes du décret du 30 décembre 1830 du Congrès National, la prérogative de la nomination des membres de la Cour des Comptes, il appartenait à son Bureau de saisir le Parlement d'une proposition de loi destinée à les faire participer aux mesures de péréquation, récemment intervenues ou en voie d'élaboration pour les fonctionnaires et agents de l'État, la magistrature, le clergé, les instituteurs, les membres des Députations permanentes et du Conseil des Mines.

La Section centrale a examiné les considérations développées à l'appui de la proposition, par l'honorable Questeur De Bue, ainsi que les diverses suggestions, que son dépôt a suscitées.

La fixation des traitements des membres de la Cour des Comptes ne peut prêter à beaucoup de controverses, puisque, de tout temps, une péréquation fort stricte a été maintenue entre ces traitements et ceux des magistrats à la Cour de Cassation et à la Cour d'Appel. Le Congrès National ayant assigné à la Cour des Comptes un rang intermédiaire entre les deux hautes juridictions, il a, de façon constante, été admis dans les lois relatives au même objet (lois des 29 octobre 1846, 9 mars 1863, 31 décembre 1900, 30 juin 1915 et 7 août 1920) que le traitement du président de la Cour des Comptes est immédiatement moindre

(1) Proposition de loi, n° 88.

(2) La Commission, présidée par M. Pirmez, était composée de MM. Berloz, Cocq, Melekmans, Pecher, Pirmez, Poncelet et Troclet.

que celui du Président de Chambre à la Cour de Cassation et immédiatement supérieur à celui du Premier Président de la Cour d'Appel. Pour remplacer l'avantage du logement gratuit, dont le Président de la Cour des Comptes fut privé en 1872, la loi de 1900 accorda à ce dernier une accentuation du chiffre de sa rémunération qui fut portée à 12,500 francs. A ce moment, le Président de Chambre à la Cour de Cassation recevait 13,000 francs et le Premier Président de Cour d'Appel, 11,250 francs. La proportion voulue était ainsi respectée.

Les conseillers et les greffiers de la Cour des Comptes furent toujours, quant au traitement, mis à égalité avec les Présidents de Chambre de Cour d'appel.

Les chiffres proposés, dès lors, se justifient par simple comparaison avec ceux que prévoit, pour les magistrats de Cassation et d'Appel, le projet du Gouvernement.

Une situation un peu particulière se présente du fait de la présence actuelle de deux présidents et de deux greffiers, depuis la loi du 4 juin 1921 qui a révisé la loi organique de la Cour des Comptes du 29 octobre 1846. Il y fut stipulé que la Cour se composerait désormais de deux Chambres comprenant chacune un Président, quatre Conseillers et un Greffier, que le président le plus ancien porterait le titre de Premier Président et le Greffier le plus ancien celui de Greffier en chef. Mais cette différenciation nominale intervint sans comporter de distinction entre eux, ni quant à l'importance des fonctions, ni quant au chiffre des traitements.

Il est même caractéristique de noter que le Président et le Greffier accèdent aux titres de Premier Président ou de Greffier en chef par la seule ancienneté, automatiquement et sans qu'il faille à cet effet de nomination spéciale. Seule donc, une préséance est établie, en ce sens que le Premier Président est appelé à présider les séances plénières de la Cour et à représenter celle-ci dans les cérémonies officielles.

Dans le rapport sur le Budget des Dotations de 1922, la question fut posée par l'honorable M. Poncelet, rapporteur, de savoir s'il n'y aurait pas lieu d'introduire dans le chiffre respectif des traitements une certaine différenciation entre le Premier Président et le Président dans la Cour des Comptes. Le rapport s'exprimait à cet égard comme suit :

« Contrairement à ce que l'on pourrait croire, M. le Premier Président n'est pas mis, au point de vue traitement, sur un autre pied que son collègue le Président de Chambre.

» La loi du 4 juin 1921 portant réorganisation de la Cour des Comptes n'a pas déterminé le traitement des titulaires des places qu'elle a créées. C'est ainsi que le Premier Président et le Président de Chambre touchent le même traitement de base.

» La question pourrait se poser de savoir s'il ne convient pas de porter le traitement du Premier Président à un chiffre supérieur à celui du Président de Chambre.

» Mais ce n'est pas à l'occasion de la discussion du Budget que pareille question doit être discutée; ce serait, en effet, une modification à la loi d'organisation et c'est plutôt à une loi spéciale qu'il faudrait recourir. »

La Section centrale, sans vouloir, par là, faire naître entre le Premier Président et le Président, des rapports de subordination hiérarchique qui n'ont jamais existé et qui seraient contraires à l'esprit de toute la législation en la matière, a considéré qu'il était cependant logique de refléter dans la fixation des traitements l'ordre de préséance établi entre les deux présidents.

Elle estime de plus que cette mesure ne peut avoir pour effet de réduire la situation prévue pour le Président dans le projet du Gouvernement et propose en conséquence, voulant laisser inchangé le traitement du Président, de porter celui du Premier Président à 40,000 francs. Cette différenciation se justifie surabondamment par le fait de l'ancienneté plus grande du Premier Président qui verra ainsi renforcer quelque peu l'avantage qu'il tient de ses augmentations, par rapport au Président, moins ancien que lui.

En ce qui concerne le traitement des greffiers, la Section centrale s'est ralliée aux propositions du Bureau. De tout temps, les lois relatives à la Cour des Comptes ont fixé le traitement du greffier au même chiffre que celui des conseillers, les greffiers étant membres de la Cour des Comptes au même titre que les conseillers, y ayant voix consultative, et étant nommés comme eux par la Chambre des Représentants. Aucune assimilation ne peut être faite sous ce rapport entre les Cours et Tribunaux et la Cour des Comptes. En outre, de tout temps, il y a eu égalité absolue entre le traitement des conseillers et greffiers de la Cour des Comptes et celui des Présidents de Chambre de Cour d'appel. S'il devait être attaché un avantage au titre de greffier en chef, cette égalité serait rompue. On aboutirait à une situation peu logique. Il ne s'expliquerait pas, en effet, que le Greffier en chef soit rémunéré mieux que les conseillers, et dépasse aussi les Présidents de Chambre de Cour d'appel.

D'autre part, la Section centrale n'a pas voulu porter atteinte aux droits du Greffier, tels qu'ils ont toujours été reconnus et tels qu'ils sont établis par le projet actuel. Par ces motifs la Section centrale a maintenu l'égalité de traitement entre les greffiers.

Une seconde suggestion tend à voir allouer aux conseillers de la Cour des Comptes, dès la date de leur nomination, les deux premières des six augmentations périodiques de 1,000 francs prévus aux alinéas 2 et 3 de l'article 3. La justification apportée à l'appui de cette idée est que l'égalité désirée par rapport à la situation du Président de Chambre de Cour d'appel n'est pas respectée en réalité, car celui-ci, au moment de sa nomination à ces fonctions, bénéficie des augmentations périodiques acquises du chef de services rendus antérieurement dans l'ordre judiciaire. L'accès à la Cour des Comptes se produisant en général assez tard au cours de la carrière, une certaine compensation procéderait de l'attribution anticipée des deux augmentations visées.

La Section centrale a estimé qu'il y avait objection à en agir ainsi : l'attribution de ces augmentations seraient en réalité une augmentation dissimulée du traitement fixé et la rupture des principes de péréquation rappelés ci-dessus et toujours respectés. Et il y a lieu de rappeler qu'ils l'ont toujours été dans le passé, quoique assurément l'argumentation présentée eût pu l'être alors déjà. D'autre part, la Section Centrale a craint de s'écarter de l'esprit qui n'a cessé

d'inspirer le législateur dans toutes les mesures organiques touchant la Cour des Comptes. Celle-ci y apparaît comme une institution *sui generis*, d'une indépendance absolue et dotée d'un cadre spécial, participant à la fois, de l'ordre administratif et de l'ordre judiciaire, mais différente par son essence, et échappant donc aux règles normales d'organisation de l'une et de l'autre; dès lors l'assimilation absolue avec les magistrats n'était plus tout à fait justifiée.

Mais de plus on eût pu craindre que la liberté du choix de la Chambre pût être influencé par le désir de donner une préférence à des candidats sans passé administratif ou judiciaire, et qui donc eussent dû être rémunérés dans une moindre mesure.

Cette possibilité de créer des conseillers à traitement moindre doit être écartée et elle n'a pu l'être que par l'abandon de la suggestion qui avait été présentée. Telles sont les raisons qui ont décidé la Section centrale à ratifier les propositions du Bureau de la Chambre.

Les autres dispositions faisant partie du projet ont été admises sans discussion.

Il a été indiqué, avec raison, qu'il serait opportun d'abroger les dispositions de la loi du 7 août 1920. C'est l'objet de l'amendement ci-après de la Section centrale.

Sous le bénéfice des observations qui précèdent, la Section centrale conclut à ce que la Chambre adopte la proposition dont elle est saisie.

Le Rapporteur,

Ed. PECHER.

Le Président,

MAURICE PIRMEZ.

Amendements présentés par la Commission.	Amendementen door de Commissie voorgesteld.
ART. 3.	ART. 3.
Remplacer les mots : « Premier Président, 39,000 francs » par les mots : « Premier Président, 40,000 francs ».	De woorden : « Eerste Voorzitter, 39,000 frank » te vervangen door de woorden : « Eerste Voorzitter, 40,000 frank ».
ART. 7 ^{bis} (nouveau).	ART. 7 ^{bis} (nieuw).
<i>La loi du 7 août 1920 est abrogée.</i>	<i>De wet van 7 Augustus 1920 wordt ingetrokken.</i>

(Nr 167)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 FEBRUARI 1925.

Wetsvoorstel betreffende de jaarwedden der leden van het Rekenhof en van het personeel der tot deze inrichting behorende diensten ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾, UITGEBRACHT DOOR DEN HEER PECHER.

MIJNE HEEREN,

Naar luid van het decreet van 30 December 1830 van het Nationaal Congres, heeft de Kamer het voorrecht de leden van het Rekenhof te benoemen; het behoorde dus aan het Bureau der Kamer bij het Parlement een wetsvoorstel ahangig te maken ten einde deze leden deelachtig te doen worden in de maatregelen voor de nieuwe wedderegeling, onlangs getroffen of waarover men thans nog beraadslaagt ten voordeele van de ambtenaren en agenten van den Staat, de magistratuur, de geestelijkheid, de onderwijzers, de leden van de bestendige deputatiën en van den mijnraad.

De Middenafdeeling heeft de beweegredenen onderzocht tot toelichting van het voorstel door den achtbaren heer Quaestor De Bue ingediend, alsmede de onderscheidene ingevingen met dit voorstel verbandhoudende.

Het vaststellen van de jaarwedden der leden van het Rekenhof kan niet veel betwisting opleveren, dewijl, te allen tijde, een zeer gestrengte gelijke verdeeling is geëerbiedigd geworden tusschen deze jaarwedden en die van de magistraten in het Hof van Cassatie en het Hof van Beroep. Daar het Nationaal Congres aan het Rekenhof rangschikking had gegeven tusschen deze beide hoge rechtsmachten, werd op bestendige wijze in de desbetreffende wetten (wetten van 29 October 1846, 9 Maart 1863, 31 December 1900, 30 Juni 1915 en 7 Augustus 1920) aangenomen, dat de wedde van den Voorzitter van het Rekenhof onmiddellijk lager staat dan die van den Kamervoorzitter in het Hof van Cassatie en onmiddellijk hooger dan die van den Eersten Voorzitter in het Hof van Beroep. Ten einde het

(1) Wetsvoorstel, n° 88.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Pirmez, bestond uit de heeren Berloz, Cocq, Melckmans, Pecher, Pirmez, Poncelet en Troclet.

voordeel der kosteloze huisvesting te vervangen, welke onttrokken werd aan den Voorzitter van het Rekenhof in 1872, heeft de wet van 1900 aan deze een hooger weddebedrag toegekend en deze wedde gebracht op 12,500 frank. Op dat oogenblik ontving de Kamervoorzitter in het Hof van Cassatie 13,000 frank en de Eerste Voorzitter in het Hof van Beroep 11,250 frank. Op die wijze werd de gewilde verhouding geëerbiedigd.

Wat de jaarwedde betreft, werden de raadsheeren en de griffiers van het Rekenhof op gelijken voet gesteld met de Kamervoorzitters in het Hof van Beroep.

De sindsdien voorgestelde bedragen zijn gerechtvaardigd door de eenvoudige vergelijking met die welke het Regeeringsontwerp voorziet voor de magistraten van de Hoven van Cassatie en van Beroep.

De toestand is thans van een iet of wat bijzonderen aard, om reden dat er twee voorzitters en twee griffiers zijn, uit kracht der wet van 1 Juni 1921 tot herziening der organieke wet op het Rekenhof dd. 29 October 1846. Daarin werd bepaald dat het Hof voortaan zou bestaan uit twee Kamers met elke een voorzitter, vier raadsheeren en een griffier; dat de oudste voorzitter den titel zou voeren van Eerste Voorzitter en de oudste griffier den titel van Hoofdgriffier. Deze onderscheiding bij name is tusschengekomen zonder dat hierdoor onderscheid moet gemaakt worden onder hen, noch omtrent de belangrijkheid van de functiën, noch omtrent het bedrag der wedden.

Het is zelfs kenmerkend dat de voorzitter en de griffier de titels van Eerste Voorzitter of van Hoofdgriffier door de eenvoudige anciënniteit automatisch kunnen verwerven, zonder dat daarvoor een bijzondere benoeming noodig zij.

Alleen werd er dus een voorrang gevestigd, in dezen zin dat de Eerste Voorzitter geroepen is om de algemeene vergaderingen van het Hof voor te zitten en dit laatste bij de officieele plechtigheden te vertegenwoordigen.

In het verslag over de Begrooting der Dotatiën voor 1922, werd de quaestie opgeworpen door den achtbaren heer Poncelet, verslaggever, te weten : of het niet zou noodig zijn in het onderscheidenlijk cijfer der jaarwedden een zeker onderscheid toe te brengen tusschen den Eersten Voorzitter en den Voorzitter van het Rekenhof.

Dienaangaande luidde het verslag als volgt :

« In strijd met wat men zou kunnen meenen, is de Eerste Voorzitter, wat de wedde betreft, niet op een anderen voet gesteld dan zijn collega, de Kamervoorzitter.

» Door de wet van 11 Juni 1922, houdende herinrichting van het Rekenhof, werd de wedde van de titularissen der door deze wet opgerichte plaatsen niet bepaald. Aldus hebben de Eerste Voorzitter en de Kamervoorzitter dezelfde aanvangswedde.

» De vraag kan worden gesteld of de wedde van den Eersten Voorzitter niet hooger diende te zijn dan die van een Kamervoorzitter.

» Maar het is niet bij de bespreking van de Begrooting dat zulke vraag dient te worden behandeld; dit ware inimmers eene wijziging in de organieke wet en daartoe is eene bijzondere wet noodig. »

Zonder daarom tusschen den Eersten Voorzitter en den Voorzitter een band van afhankelijkheid te willen stellen, hetgeen trouwens nooit heeft bestaan en in strijd is met den geest der wetten op dat gebied, was de Middenafdeeling niettemin van gevoelen dat men logischerwijs den voorrang tusschen beiden ook in de wedde moest doen uitschijnen.

Bovendien meent zij, dat deze maatregel geene vermindering voor den Voorzitter kan voor gevolg hebben in het ontwerp der Regeering en zijne wedde onveranderd moet laten; dienvolgens stelt zij voor, de wedde van den Eersten Voorzitter op 40,000 frank te brengen. Dit verschil vindt genoegzame redenen in den dienstouderdom van den Eersten Voorzitter die aldus wat voordeel bekomt tegenover den Voorzitter, welke minder dienstjaren telt dan hij.

Wat de wedden der griffiers betreft, sluit de Middenafdeeling zich aan bij de voorstellen van het Bureel. Te allen tijd hebben de wetten betreffende het Rekenhof de wedde van den griffier op hetzelfde cijfer gesteld als de wedde der Raadsheeren, vermits de griffiers leden van het Rekenhof zijn ten zelfden titel als de Raadsheeren; zij ook hebben raadgevende stem en worden benoemd door de Kamer der Volksvertegenwoordigers. Op dat stuk kan men geene vergelijking stellen tusschen de Hoven en Rechtbanken, eenerzijds, en het Rekenhof, anderzijds. Bovendien bestond er te allen tijd volstrekte gelijkheid tusschen de wedde der Raadsheeren en griffiers van het Rekenhof en de wedde van de Kamervoorzitters van het Beroepshof. Moest de hoofdgriffier op dat stuk eenig voordeel bekomen, dan ware deze gelijkheid verbroken. Men zou aldus op een weinig logischen toestand uitkomen. Het zou inderdaad niet aan te nemen zijn, dat de hoofdgriffier beter betaald werde dan de Raadsheeren en dan de Kamervoorzitters van het Beroepshof.

Anderzijds heeft de Middenafdeeling geen inbreuk willen maken op de rechten van den griffier, zooals deze steeds werden erkend en ook in dit ontwerp worden bepaald. Om deze redenen heeft de Middenafdeeling de gelijkheid van wedde onder de griffiers behouden.

Anderzijds wordt voorgesteld aan de raadsheeren van het Rekenhof, reeds van af den datum hunner benoeming, de eerste twee der zes periodieke verhoogingen van 1,000 frank toe te kennen, voorzien bij de alinea's 2 en 3 van artikel 3. Dit voorstel steunt op het feit, dat de gewenschte gelijkheid met den Kamervoorzitter van het Beroepshof feitelijk niet bestaat, vermits deze bij zijne benoeming de periodieke verhoogingen geniet wegens vroeger bewezen diensten in de rechterlijke orde verworven. De twee bedoelde verhoogingen zouden aldus eene zekere vergoeding schenken, daar men tamelijk laat toegang krijgt tot het Rekenhof.

De Middenafdeeling was van gevoelen, dat er volgende bezwaren tegen waren; het toekennen dezer verhoogingen zou feitelijk eene bedekte weddeverhoging zijn, en het beginsel der perequatie zou verbroken wezen. Er dient te worden aan herinnerd dat dit beginsel trouwens steeds werd gceerbiedigd in het verleden, ofschoon deze beweegreden ook reeds vroeger kon worden voorgesteld. Anderzijds heeft de Middenafdeeling gevreesd van den geest af te wijken, welke den wetgever in zake organieke inrichting van het Rekenhof steeds heeft bezielde. Dit Hof is eene instelling *sui generis*, met volstrekte onafhankelijkheid en met een speciaal kader dat tegelijk deelneemt in de werkzaamheden van de bestuurlijke

orde en en die de rechterlijke orde, doch gansch verschillend is van deze instellingen, en diensvolgens buiten de normale regels staat in zake inrichting van de eene en de andere orde; uit dien hoofde was de volstreckte gelijkstelling met de magistraten niet meer volkomen gebillijkt.

Maar bovendien kon men vreezen dat de Kamer in hare keuze kon worden beïnvloed door het verlangen hare voorkeur te geven aan kandidaten zonder bestuurlijk of rechterlijk verleden en die bijgevolg minder zouden moeten worden betaald.

De mogelijkheid raadsheeren met mindere wedde te krijgen, moet worden geweerd en kon slechts worden geweerd door het voorstel te laten varen. Dit zijn de redenen waarom de Middenafdeeling heeft gemeend de voorstellen van het Bureau der Kamer te moeten goedkeuren.

De andere bepalingen van het ontwerp werden zonder betwisting aangenomen.

Terecht deed men opmerken, dat het wenschelijk was de bepalingen der wet van 7 Augustus 1920 in te trekken. Daarom heeft de Middenafdeeling onderstaande amendement voorgesteld.

Met inachtneming van deze opmerkingen, vraagt de Middenafdeeling, dat de Kamer het haar voorgelegde voorstel goedkeuren zou.

De Verslaggever,
ED. PECHER.

De Voorzitter,
MAURICE PIRMEZ.

Amendements présentés par la Commission.	Amendementen door de Commissie voorgesteld.
ART. 3.	ART. 3.
Remplacer les mots : « Premier Président, 39,000 francs » par les mots : « Premier Président, 40,000 francs ».	De woorden : « Eerste Voorzitter, 39,000 frank » te vervangen door de woorden : « Eerste Voorzitter, 40,000 frank ».
ART. 7 ^{bis} (nouveau).	ART. 7 ^{bis} (nieuw).
<i>La loi du 7 août 1920 est abrogée.</i>	<i>De wet van 7 Augustus 1920 wordt ingetrokken.</i>